

DEPUIS LE DÉCÈS DU WALI

Annaba tourne au ralenti

**La cellule d'écoute créée récemment au sein du cabinet de la wilaya de Annaba, par le défunt wali Mohamed Mounib Sandid, est enfin opérationnelle depuis peu.**

Ce nouveau service est destiné à prendre en charge les réclamations de citoyens qui se heurtent souvent à des portes closes ou qui ne trouvent pas de réponses satisfaisantes à leurs préoccupations. Bien étoffé en personnel formé dans le but de rapprocher le citoyen de l'administration, le nouveau service commence à recevoir quotidiennement des dizaines d'appels d'administrés de la wilaya sur le numéro vert 1001.

La majorité des appels porte sur des préoccupations ayant une relation avec les difficultés que trouvent les citoyens dans leurs démarches administratives ou sur des sujets de développement local et autres, telle la situation qui prévaut en matière d'environnement ou d'aménagement urbain. Les doléances et autres préoccupations, consignées sur un registre, sont portées chaque fin de journée à l'étude et l'appréciation du secrétaire général de la wilaya pour des solutions adéquates au niveau local. Celles requérant une décision à un haut niveau de décision sont adressées au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour être prises en charge. Le défunt wali de Annaba, Mohamed Mounib Sandid, tenait beaucoup à la mise en service de ce nouvel outil pour avoir une idée exacte des préoccupations de ses administrés. Près de trois mois après sa maladie et sa disparition prématurée, Son absence se fait lourdement sentir. Cela est constaté dans les projets qui étaient à un stade de finition ou très avancés et qui marquent le pas aujourd'hui. C'est le cas du Centre

anti-cancer (CAC) dont la mise en service était prévue en fin d'année 2014 ou de la gare routière dont le taux de réalisation approchait les 100% depuis des mois. Pour l'aérogare, c'est une autre histoire. Entamée depuis bientôt 10 ans, l'ouverture de cette nouvelle infrastructure aéroport-

tuaire est renvoyée d'année en année. Son retard est imputé à de faux problèmes évoqués par les multiples entreprises qui se sont succédé pour sa réalisation.

La disparition du wali Mohamed Mounib Sandid, un bâtisseur, selon tous ceux qui l'ont approché, intervient à un moment où la wilaya de Annaba était sur le point de lancer plusieurs projets d'envergure dans des secteurs vitaux tels le logement, l'emploi, la

santé, l'éducation... Aujourd'hui, et malgré la bonne volonté du secrétaire général de la wilaya, assurant l'intérim et qui fait de son mieux mais reste limité dans ses prérogatives, la vie de la cité se déroule au ralenti, pas seulement à cause d'un wali en titre mais aussi d'un chef de daïra.

Cette fonction est occupée depuis près d'un an et demi par le chef de la daïra d'El Bouni qui en assume l'intérim, en plus de la lourde charge de la

sienne qui regroupe plus de 15 localités toutes à problèmes.

Pour nombre de Annabis, leur wilaya ne semble apparemment pas préoccuper en haut lieu. Et pour cause, tiennent-ils à faire remarquer, le peu d'intérêt accordé au remplacement des fonctions prépondérantes laissées vacantes à des niveaux aussi importants que celles de wali ou de chef de daïra.

A. Bouacha

SÛRETÉ DE LA WILAYA DE ANNABA

Nouvelle sûreté urbaine et création d'une compagnie d'intervention rapide

**Une conférence de presse a été organisée, hier lundi, au siège de la direction de Sûreté de wilaya. Elle a été animée par le premier responsable de la Sûreté, le contrôleur de police, Brahim Aggoun, et plusieurs de ses proches collaborateurs, chefs de différents services dont ceux de la police judiciaire, de l'ordre public, la santé, sociale et sportive, la formation, la communication.**

La rencontre a permis aux représentants de différents médias de la presse écrite et audiovisuelle d'aborder différents points liés à la sécurité des personnes et des biens dans la wilaya de Annaba. Un à un, les intervenants des cadres de différents grades dont des commissaires principaux en poste dans les services ont présenté le bilan de la structure dont ils ont la charge. Les chiffres et les lettres avancés par les uns et les autres sont révélateurs des efforts consentis pour permettre à la population de la wilaya de Annaba avec ses

12 communes et 6 daïras de retrouver la sérénité. Que ce soit au centre-ville du chef-lieu de wilaya ou à El Bouni, El Hadjar, Sidi Amar, Berrahal et autres communes placées sous leur juridiction, les éléments de la police judiciaire ont eu à élucider 5 486 affaires. Ils ont eu également à identifier et arrêter les 12 auteurs ou complices de 9 crimes de sang commis à Annaba au courant de l'année 2014. Il reste, néanmoins, que l'enlèvement du bébé au CHU Ibn Rochd Annaba demeure toujours sous enquête.

«Ce type d'affaire nécessite beaucoup de temps. Ce qui ne nous a pas gênés dans nos investigations. Dans peu de temps, il y aura du nouveau dans cette affaire», a indiqué le chef de la police judiciaire Mohamed-Yazid Boubakri. Comparativement à 2013, la cybercriminalité est en hausse en 2014 avec 25 affaires dont celle impliquant un jeune de Touggourt qui, au moyen d'internet, a escroqué une jeune fille à qui il avait promis le mariage. Ce qui n'est pas le cas pour le vol des voitures. Le démantèlement courant 2014 de plusieurs réseaux à l'origine du vol de 74 voitures dont 32 ont pu être récupérées, a permis de faire chuter sensiblement ce genre de méfait. Les malfafrats ciblaient particulièrement les Symbol et les Clio-Campus qu'ils arrivaient facilement à escamoter en quelques secondes. Avec une quantité de 65 kg de kif traité, 17 314 com-

primés psychotropes et 8,7 grammes de cocaïne, la brigade des stupéfiants de Annaba n'a pas chômé l'année écoulée. Dans les 474 affaires de trafic de drogue prises en charge dans le cadre d'enquêtes judiciaires, les policiers ont procédé à l'arrestation et la mise sous mandat de dépôt de 949 individus. Marché informel, habitations précaires, immigration clandestine, implication des femmes et des mineurs dans différentes et nombreuses affaires sanctionnées par le code pénal ont été les autres questions soulevées lors de cette conférence de presse. En conclusion de celle-ci, le chef de la Sûreté de la wilaya de Annaba a fait état de l'ouverture prochainement d'une Sûreté urbaine à la nouvelle cité de Bouzaâroura et la création d'une compagnie d'intervention rapide pour la wilaya.

A. B.

SKIKDA

Dix communes les plus consommatrices de crédit récompensées

**Aïn-Bouziane, Bine-el-Ouidene, Béni-Oulbène, Béni Bechir, La Marsa, Oum Toub, Ben-Azzouz, Zerdez, Sidi-Mezghiche, Kerkera. Tel est le classement des dix communes les plus consommatrices de crédits au titre de l'exercice 2014, dans le cadre des PCD qui leur sont alloués. Les taux respectifs de consommation sont de l'ordre de 85%, 83%, 76%, 71.87%, 70.29%, 69%, 69%, 69%, 66% et 65%.**

Dans l'objectif de récompenser celles-ci, une distribution d'attestations de succès a été organisée en clôture du conseil de l'exécutif de wilaya, qui s'est tenu dimanche au niveau du cabinet du wali. A noter également que 20 APC ont consommé plus de 100 mil-

lions de dinars et 10 plus de 200 millions de dinars.

Les APC de Skikda et de Hamadi-Krouma, qui n'ont pu enregistrer qu'un minime taux de consommation de l'ordre de 6.91% et 12.74% dans le cadre de l'auto-financement (au titre du

budget supplémentaire 2014), caracolent dans le bas du tableau.

«Notre souci d'encourager les APC qui ont réussi à impacter les budgets réservés au développement local ne s'arrête pas à ce genre de cérémonie ; nous pensons à mieux. Il s'agit de leur accorder plus de crédits au titre du quinquennal 2015-2019, dont le lancement sera effectif à compter du premier trimestre 2015. En revanche, les APC qui n'ont pas pu bien exploiter la manne financière dont elles disposent, seront systématiquement exclues des opérations de financement chapeautées par nos soins.»

C'est en ces termes que le wali, Faouzi Benhassine, a défini à l'occasion sa stratégie en matière de financement des projets dans le cadre des PCD et PSD. Il ajoute «je précise que je ne donne pas de l'argent pour qu'il soit entreposé dans les tiroirs de l'administration des APC et même des directions de l'exécutif. J'instruis en cette occasion toutes les parties prenantes à établir les fiches de clôture des projets avant le 20 du mois en cours. Par ailleurs, nous allons instaurer une nouvelle stratégie l'année prochaine qui consiste en ceci : la somme des montants consommés dans le

cadre des FCCL, budgets de wilaya et des budgets de l'APC déterminera le classement des APC au titre de l'exercice 2015».

A titre d'information, au titre de l'exercice 2014, dans le cadre des PCD, une autorisation de programme de l'ordre de 7.76 milliards de dinars dont 4.64 milliards de dinars ont été consommés, soit 61% (la norme nationale est de 55%). Dans le cadre des PSD, l'AP est estimée à 159.56 milliards de dinars, dont 75.72 milliards de dinars ont été consommés, soit un taux estimé à 47.46%.

Zaïd Zoheir

Le Centre national d'appels mis en service le 31 décembre

**Officiellement, le Centre national d'appels a été mis en service le mercredi 31 décembre. Trois groupes de téléopérateurs de 4 personnes chacun ont été mobilisés pour la réception des appels du public sur le numéro vert, 11.00, numéro gratuit et à caractère national.**

Les agents sont dotés de micro-ordinateurs munis de casques qui servent à la réception des appels entrants. Le nombre de postes, 4 pour Skikda, comme déjà souligné en haut, sont accordés en fonction de l'importance de la wilaya en termes de population et de

largeur de la bande passante. La procédure d'appel consiste en la formulation du 11.00 à partir d'un fixe ou de l'opérateur téléphonique Mobilis, l'appel est vite réceptionné au serveur localisé au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et puis renvoyé

vers la wilaya de votre choix, après que l'appelant eut composé le code correspondant (exemple : le 21 pour Skikda). Le téléopérateur est à l'autre bout du fil pour écouter vos doléances, propositions ou demandes d'information.

Concernant cette dernière catégorie, un catalogue enrichi au fur et à mesure que les demandes en la matière sont formulées par l'appelant et comportant toutes sortes de documents administratifs, a été mis à la disposition du téléopérateur, incrusté dans le logiciel du micro-ordinateur. Initialement, on y trouve les

pièces constitutives de documents tels que le passeport, la carte d'identité... Le numéro vert a deux importants objectifs. Le premier a trait au traitement des problèmes des citoyens d'une manière rationnelle car se basant sur la propre demande de ceux-ci.

Dans des échéances proches, cela permettra de receler une banque de données indispensable pour assurer le développement local déterminant un diagnostic par région, par secteur et pourquoi pas par...habitant ! Le deuxième vise à atténuer de la pression exer-

cée par les citoyens sur les administrations, ceux-là prenant souvent la peine de se déplacer même pour une simple information relative à la constitution du dossier du passeport ou de la carte d'identité. Une «promiscuité administrative» est devenue depuis quelque temps un fardeau supporté par les institutions de l'Etat, accentué par l'exiguïté des lieux et le manque de personnel miné par une incompétence qui lui semble chronique. Le numéro vert a été justement mis en place pour y remédier.

Z. Z.